



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

équilibre budgétaire

Question au Gouvernement n° 3093

Texte de la question

M. le président. La parole est à Mme Martine Aurillac, pour le groupe du RPR.

Mme Martine Aurillac. Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, ma question s'adresse à vous, mais il n'est pas certain que, à vos yeux, je sois suffisamment diplômée pour vous la poser. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Mme Odette Grzegorzulka. Oh, changez de cassette !

Mme Martine Aurillac. Toutefois, je compte sur vos hautes qualifications universitaires pour expliquer quelques déclarations qui paraissent à beaucoup pour le moins confuses.

Semaine après semaine, vous tentez de nous rassurer sur la situation des comptes publics, estimant que la croissance ne sera nullement affectée par le ralentissement économique constaté pourtant partout dans le monde. Vous expliquez même au Fonds monétaire international qu'il a tort et que, finalement, tout doit continuer comme avant.

Cependant, avec vos amis socialistes, vous tenez un tout autre langage sur l'économie française, beaucoup moins optimiste, et vous avez d'ailleurs raison.

N'assistons-nous pas à un dérapage contrôlé des finances publiques ? Le déficit budgétaire augmente déjà de 25 milliards de francs cette année, ce qui le porte à 212 milliards de francs.

Monsieur le ministre, vous êtes bardé de diplômes,...

M. Jean-Claude Perez. Jalouse !

Mme Martine Aurillac. ... mais ce n'est qu'une raison de plus, pour ne pas tenir deux langages.

Le Gouvernement a été incapable, telle la cigale, de préparer l'avenir de la France lorsque la conjoncture était favorable, et elle l'est beaucoup moins aujourd'hui, chacun en convient.

Alors, monsieur le ministre, entre optimisme de façade et mise en garde à vos propres amis, dites-nous tout simplement lorsque vous parlez vrai ? (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Yves Nicolin. Le diplômé !

M. Laurent Fabius, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Madame la députée, j'essaie de dire les choses telles qu'elles sont. Je peux, bien sûr, comme chacun d'entre nous me tromper.

M. Lucien Degauchy. Normal, vous êtes diplômé !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Je dis les choses telles que je les vois et les analyse...

M. Jean Bardet. Avec toute la simplicité qui s'impose !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... à partir des informations qui me sont fournies par nos services en France et de ce que disent mes collègues étrangers - je les ai d'ailleurs rencontrés samedi et dimanche derniers dans le cadre de la réunion du Fonds monétaire international.

Quelle est la réalité ?

La réalité est que tous les pays du monde sont touchés par les difficultés internationales, dont la base est notamment, mais pas uniquement américaine. C'est vrai pour les Etats-Unis, qui, au cours de ce trimestre, vont

être quasiment en récession. C'est vrai pour le Japon, qui confirme que, cette année et l'année prochaine, il sera en récession. C'est vrai pour nos amis allemands, qui, au cours des deux derniers trimestres, ont eu une croissance complètement plate. Je vous confirme, ce qui est d'ailleurs l'évidence, que la France ne saurait échapper à l'environnement général ; c'est ce que je n'ai cessé de dire, notamment au cours de la discussion de la loi de finances.

M. Renaud Donnedieu de Vabres. C'est nouveau !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Mais, en même temps, il n'est pas faux de dire que, jusqu'à présent, dans ce contexte général qui vaut pour tous, la France s'en sort mieux que la plupart des autres pays et que les prévisions que nous pouvons faire confirment cette tendance.

M. Olivier de Chazeaux. C'est faux !

M. Lucien Degauchy. Mais c'est le douteux bilan Jospin ! (« Le douloureux bilan ! » sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. C'est ainsi que, en 2001, notre croissance devrait être de l'ordre de 2 %. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. Olivier de Chazeaux. Non !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Si ! Nous savons déjà que notre voisin le plus immédiat, l'Allemagne, aura un taux de croissance se situant autour de 0,64 %. (Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.)

M. Olivier de Chazeaux. Nous ne faisons pas un budget avec l'Allemagne !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Personne ne s'en réjouit, mais cela montre que, dans une conjoncture qui est la même pour les uns et pour les autres et alors que les taux d'intérêt sont les mêmes pour tous, certains pays s'en sortent un peu mieux que d'autres. J'invite en particulier la droite de l'hémicycle à se demander pourquoi. Pour l'année prochaine,...

M. Olivier de Chazeaux. Ne vous inquiétez pas, vous ne serez plus là !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... il est évident, comme le disent les spécialistes, que les aléas sont plutôt à la baisse, mais nous faisons notre possible pour arriver à soutenir au maximum la croissance. C'est pourquoi nous avons présenté un budget de soutien et un plan de consolidation de la croissance.

Et si la consommation se tient mieux en France que dans d'autres pays, c'est parce que nous avons créé la prime pour l'emploi, baissé les impôts et fait jouer les stabilisateurs automatiques. Voilà où nous en sommes.

M. Maurice Leroy. C'était l'oral de rattrapage !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Enfin, quant à savoir s'il s'agit de prescience ou simplement de la constatation de l'évidence, je vous dirai, madame, pour clore une polémique qui n'a jamais existé, qu'à mes yeux les seuls diplômes qui valent sont ceux de la vie ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Maurice Leroy. C'est mieux, mais le rattrapage est laborieux !

Données clés

Auteur : [Mme Martine Aurillac](#)

Circonscription : Paris (3^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3093

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 novembre 2001, page 8286

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 21 novembre 2001